

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (*suite*)

Troisième séance du mardi 02 décembre 2014

Seconde partie (suite)

Après l'article 15

...

Amendements n^{os} 173 et 174 revenant sur la suppression des avantages liés aux heures supplémentaires

...

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

M. Pierre-Alain Muet. Je comprends que cette question soit, pour nos collègues de l'opposition, une sorte d'étendard de la politique économique qu'ils ont menée dans le cadre de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite TEPA. Cependant, dans une situation de chômage massif, si l'on veut subventionner des heures de travail, la bonne subvention, c'est la première heure de travail, celle de celui qui retrouve un emploi, et non l'heure supplémentaire. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Les heures supplémentaires ont une cohérence économique : les entreprises les rémunèrent mieux, parce qu'elles sont moins coûteuses pour elles que la première heure de travail correspondant à l'embauche, et les salariés sont mieux rémunérés par l'entreprise, parce qu'une heure supplémentaire est plus pénible qu'une heure normale.

Dans ce domaine, il faut donc laisser faire l'équilibre trouvé par les partenaires sociaux. Nous pourrions nous poser la question de subventionner les heures supplémentaires, ce qu'aucun pays n'a fait, si nous étions en plein-emploi, comme dans les années 1950 ; mais cela n'a aucun sens économique dans une situation de chômage.

J'entends dire que cette disposition augmente les revenus. Certes, cela augmente les revenus de ceux qui ont un emploi ; mais comme cela a des effets négatifs sur l'emploi, cela diminue le revenu de ceux qui le perdent et, par conséquent, l'effet global est complètement neutre.

Mme Marie-Christine Dalloz. Le partage de l'emploi, cela n'existe pas !

M. Pierre-Alain Muet. Il faudrait sortir de ce débat idéologique et se rendre compte que la situation actuelle est équilibrée et assez cohérente. Si vous pensez que les heures supplémentaires sont insuffisamment rémunérées, il faut que les entreprises les paient mieux, afin de parvenir à un nouvel équilibre économique.